



Communiqué INDECOSA CGT Pas de Calais

Le logement social en grand danger,

Ensemble agissons

Après les mesures gouvernementales de la diminution de l'APL de cinq euros et l'imposition aux offices publics de l'habitat de compenser ces baisses en réduisant les loyers (Ce qui reste à vérifier), ces décisions nous conduisent à des situations dramatiques :

- Un manque à gagner de 1,5 milliards d'euros en 2020 pour les offices et des volontés d'accélération des ventes des patrimoines sociaux
- Une dégradation de la qualité des parcs et un manque de logements pour faire face aux besoins

L'augmentation du prix de l'énergie dont la part est de plus en plus importante dans les budgets des salariés, des retraités et privés d'emplois va se traduire par plus de précarité pour toutes et tous.

La réforme de l'aide personnalisée au logement qui est reportée en 2020 est un nouveau coup bas préparé par le gouvernement « Macron » avec de nouvelles difficultés pour les populations : en modifiant le mode de calcul, qui sera basé sur les revenus réels des allocataires. Les associations de défense des locataires ont estimé que 1,2 millions d'allocataires perdraient 1.000 euros par an.

Toutes ces mesures sont loin de résoudre la crise du logement dans notre pays. Elles nuiront à terme tant aux objectifs de mixité sociale, du bien vivre ensemble et des ambitions d'agir pour le développement durable...

La vente d'une partie du parc de logement social Maisons et Cités, fruit du travail des mineurs est un exemple de ces stratégies néfastes et d'autres sont en cours

Par contre ces décisions favorisent l'extension « aux marchands de sommeil » et va permettre une nouvelle fois à une minorité de s'enrichir sur le bien collectif.

En 2018, les dividendes (la part des bénéfices qui revient aux actionnaires) des entreprises du CAC 40 ont fait un bond de 9 % à 51 milliards d'euros.

Pour beaucoup d'autres, galère, galère et regalère ...Cela suffit :

► Avec INDÉCOSA-CGT Pas de Calais exigeons les choix du progrès social :

- Un logement pour tous avec des plafonds d'accession revus à la hausse pour une véritable mixité sociale.

- Application du DALO (droit au logement opposable).
- L'abrogation de la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, loi Molle dite loi Boutin
- Le maintien et le renforcement des aides au logement.
- Un service public de l'habitat et du logement décentralisé.
- Une politique de maintenance du parc immobilier, la création de postes de gardiens formés garants du lien social et de proximité entre les locataires et le bailleur.
- La construction de logements sociaux pour permettre de loger le plus grand nombre, pour en finir avec les sans logement et les mal-logés.
- L'encadrement du parc locatif privé pour qu'il rentre lui aussi dans une vraie politique nationale, du logement.
- Un montant du loyer et des charges des locataires qui n'excèdent pas 20% des revenus du foyer.
- La relance d'une politique d'aide à la pierre par les pouvoirs publics pour des loyers moins chers.
- L'obligation pour toutes les communes, par des amendes véritablement dissuasives, de construire au moins 25% de logements sociaux sur leur territoire.
- Une politique de construction de logements sociaux qui s'inscrive dans une cohérence de territoire (transports, emplois, environnement, services publics).
- Le 1% logement (Participation des Employeurs à l'Effort de Construction) prélevée sur la masse salariale doit être affecté dans sa totalité au logement des salariés (actuellement 0,45% pour le logement, 0,45% pour l'APL et 0,10% pour la formation).
- Aucune expulsion sans relogement prévu avec un accompagnement social.

Toutes ces attaques comme également celles sur les salaires, la sécurité sociale, la retraite... demandent une intervention plus massive et forte des populations pour obtenir des réponses adéquates à nos problèmes quotidiens et nous vous invitons à participer massivement aux différentes actions dont celles de la CGT le 24 septembre.

Lens le 17 juillet 2019